



GUIDE POUR LES EMPLOYEURS ET LES SALARIES

DECOUVREZ
NOTRE
OFFRE DE
SERVICES



PRESTA AIN ET BEAUJOLAIS : VOTRE PARTENAIRE PREVENTION 1-3

Informations générales - Comprendre l'offre de services socle, spécifique et complémentaire

OFFRE SOCLE

4-16

PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

Généralités sur la prévention des risques

Accompagnements et prestations

SUIVI INDIVIDUEL DE L'ETAT DE SANTE

Tout savoir sur les différentes catégories de surveillance des salariés

Les rendez-vous tout au long du parcours professionnel

PREVENTION DE LA DESINSERTION PROFESSIONNELLE (PDP)

Missions, saisine de notre cellule PDP et dispositifs clés

OFFRE SPECIFIQUE

17

PRESTATIONS POUR LES INDEPENDANTS

01

PRESTA AIN ET BEAUJOLAIS VOTRE PARTENAIRE PREVENTION

TOUT SAVOIR SUR PRESTA AIN & BEAUJOLAIS



PRESTA Ain & Beaujolais s'inscrit dans un réseau structuré et cohérent à l'échelle nationale : PRESANSE, qui fédère l'ensemble des Services de Prévention et de Santé au Travail Interentreprises (SPSTI) sur tout le territoire français.

Ce réseau est également organisé en pôles régionaux. À ce titre, notre service est membre de PRESANSE Auvergne-Rhône-Alpes, qui regroupe, au 1er janvier 2024, 21 SPSTI dans la région.



PRESTA Ain & Beaujolais est une association loi 1901, notre mission d'utilité publique est déterminée par la loi L. 4622-1 du code du travail.

Elle est régie par un conseil d'administration paritaire et une commission de contrôle.

Agréée par la DREETS pour exercer ses missions, notre service couvre tout le territoire de l'Ain (sauf le canton d'Oyonnax) et du Beaujolais avec la gestion de tous les secteurs d'activité (sauf le BTP, le secteur agricole, le nucléaire et la fonction publique hors convention).



Notre service a obtenu le niveau 1 de la certification qualité AFNOR SPEC 2217 (référentiel national destiné aux services de prévention et de santé au travail)

Retrouvez sur notre site internet : notre agrément, nos statuts, notre règlement intérieur, notre grille tarifaire, notre projet de service 2025-2029 et rapport d'activité 2024



01 PRESTA AIN ET BEAUJOLAIS VOTRE PARTENAIRE PREVENTION



**+ de 200 salariés au service des entreprises adhérentes
(pôle médical, pôle technique, cellule prévention de la
désinsertion professionnelle, fonction support)**

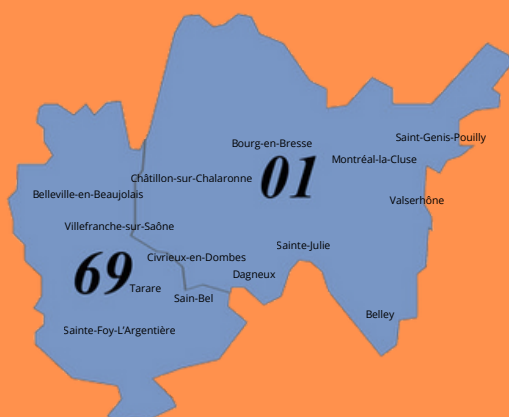
14
**centres médico-
professionnels**

**répartis dans
l'Ain et le
Beaujolais**

150 000
salariés suivis

**23 %
de SIR**

16 000
**entreprises
adhérentes
dont
81 %
< à 10 salariés**



*Retrouvez sur notre site internet
toutes les adresses et coordonnées
téléphoniques de nos centres
médico-professionnels*





Nos 4 missions principales



Une offre de services cohérente et lisible, harmonisée sur tout le territoire national

Les Services de Prévention et de Santé au Travail Interentreprises (SPSTI) proposent une offre structurée pour accompagner les entreprises adhérentes et leurs salariés :

- **L'offre socle**, obligatoire pour toutes les entreprises adhérentes, comprend la prévention des risques professionnels, le suivi individuel de l'état de santé et la prévention de la désinsertion professionnelle ;
- **L'offre spécifique**, pour les travailleurs indépendants volontaires ;
- **L'offre complémentaire** est destinée aux entreprises adhérentes. Elle propose des prestations qui dépassent le cadre de l'offre de services de base. Conçue pour répondre à des besoins ponctuels ou stratégiques clairement identifiés par l'entreprise, elle n'est mise en œuvre que sur demande de celle-ci.



Offre spécifique

OFFRE SOCLE

Offre complémentaire



Pour les travailleurs indépendants volontaires (pas de compétence géographique)

Pour toutes nos entreprises adhérentes et leurs salariés

Aux seules entreprises adhérentes de notre service



Contrat d'affiliation

Contrat d'adhésion ou convention pour la fonction publique

Contrat de prestations de service



Engagement contractuel

Obligations réglementaires

Engagement contractuel



Tarif de l'affiliation

Cotisations mutualisées per capita

Facturation des prestations



Prestations à consulter page 17

Prestations à consulter pages 4 à 16

Non définie à ce jour

02 PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

OFFRE
SOCLE



La prévention des risques professionnels, c'est l'ensemble des dispositions à mettre en œuvre pour préserver la santé et la sécurité des salariés, améliorer les conditions de travail et tendre au bien-être au travail (définition INRS).

3 NIVEAUX DE PREVENTION

La prévention primaire : elle consiste à intervenir au plus tôt sur les facteurs de risques pour les supprimer ou les réduire de manière significative. En anticipant, l'exposition sera minorée ainsi que les conséquences sur la santé des salariés.

La prévention secondaire : elle consiste à mettre en œuvre des mesures de protection collective et/ou individuelle pour protéger les salariés tout en surveillant à la fois le facteur risque et l'état de santé des salariés.

La prévention tertiaire : elle est mise en œuvre après la survenue d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle. Elle consiste d'une part à éviter la désinsertion professionnelle du salarié concerné (mesures de maintien en emploi) mais aussi à évaluer les causes de l'accident et à prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter la récurrence.

8 GRANDES CATEGORIES DE RISQUES PROFESSIONNELS

1. Les risques liés à l'activité physique et aux manutentions manuelles
2. Les risques de chutes et de glissades
3. Les risques infectieux
4. La charge émotionnelle et les risques psychosociaux
5. Les risques liés aux horaires atypiques
6. Les risques chimiques
7. Les risques liés aux agents physiques
8. Les risques liés aux déplacements



02 PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

OFFRE
SOCLE

La réalisation de la fiche d'entreprise

QUI EST CONCERNE ?

Toutes les entreprises quel que soit leur effectif ou leur activité.

QUEL EST L'OBJECTIF ?

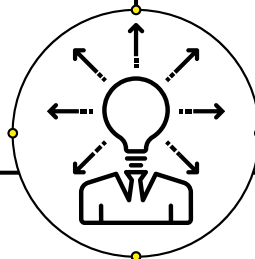
La fiche d'entreprise est un document élaboré sous la responsabilité du médecin du travail. Elle fait le point sur les risques professionnels existants et les effectifs des salariés qui y sont exposés, ainsi que sur les moyens de prévention mis en œuvre ou préconisés.

QUI LA REALISE ?

La fiche d'entreprise est réalisée par un membre de l'équipe pluridisciplinaire, coordonnée par le médecin du travail, après avoir pris rendez-vous pour toute entreprise qu'elle accompagne.

A QUI EST-ELLE DESTINEE ?

La fiche d'entreprise est transmise à l'employeur par le Service. Elle est présentée aux membres du CSE et est tenue à la disposition de l'Inspection du travail. Elle peut être consultée par les agents de la CARSAT.



« Conformément au Code du travail (art. L.4624-9) et au Code de la santé publique (art. R.4127-4 et suivants), le médecin du travail, ainsi que les autres intervenants en santé au travail, sont tenus au secret médical et au respect du secret de fabrication des procédés industriels dont ils ont connaissance dans l'exercice de leurs missions. »

02 PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

OFFRE
SOCLE

Accompagnement à la réalisation du document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP)

QUI EST CONCERNE ?

Toutes les entreprises quel que soit leur effectif ou leur activité.

Le DUERP est une obligation légale. Il est prévu par l'article R4121-1 du code du travail.

QUEL EST L'OBJECTIF ?

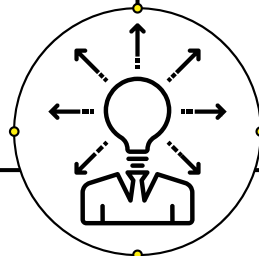
Il permet d'identifier, d'analyser et de hiérarchiser les risques afin de prioriser les actions de prévention pour les réduire. Pour les entreprises de moins de 50, il devra aboutir sur un plan d'actions et pour les entreprises de plus de 50, sur un programme annuel de prévention des risques professionnels.

QUI LE REALISE ?

La rédaction du DUERP incombe à l'employeur, en tant que garant de la sécurité de ses salariés sur leur lieu de travail. L'équipe pluridisciplinaire coordonnée par le médecin du travail, peut vous accompagner dans cette démarche.

A QUI EST-IL DESTINE ?

Le document unique est présenté aux membres du CSE et adressé au médecin du travail. Ce dernier est conservé durant 40 ans minimum et mis à la disposition des salariés.



« Conformément à l'article R. 4121-2 du Code du travail, le Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels (DUERP) doit être mis à jour au moins une fois par an, ainsi qu'à chaque fois qu'un accident du travail ou une maladie professionnelle survient, ou encore lorsqu'un changement significatif intervient dans l'organisation du travail, les procédés, les équipements ou les locaux, dès lors que ces évolutions sont susceptibles d'influer sur la santé et la sécurité des salariés. »

02 PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

OFFRE
SOCLE

Accompagnement ergonomique individuel ou collectif



Quelques exemples d'accompagnement

- L'analyse et la proposition d'aménagements de poste dans le cadre :
 - Du maintien en emploi,
 - Du retour dans l'emploi,
 - De situations de travail problématiques.
- La réalisation des études de poste dans le cadre d'une procédure d'inaptitude.
- La réalisation des interventions ergonomiques dans le cadre :
 - D'une évaluation TMS,
 - De situations de travail problématiques,
 - D'une conception, d'un aménagement ou d'une transformation (postes, lignes, organisations, locaux, ...).

Accompagnement et sensibilisation à l'évaluation du risque chimique

Le risque chimique est omniprésent dans de multiples entreprises et quel que soit leur activité. L'évaluation du risque chimique fait partie intégrante du document unique.

Quelques exemples d'accompagnement

- La mise à disposition d'outils d'évaluation et la formation à leur utilisation.
- L'aide à l'évaluation du risque chimique en plusieurs phases :
 - Analyse des dangers des produits achetés et des émissions de procédé,
 - Analyse de l'exposition des salariés,
 - Elaboration d'un plan de prévention.
- La sensibilisation des salariés.
- L'aide à la substitution des produits cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction (CMR).



02 PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

OFFRE
SOCLE

Accompagnement et sensibilisation au diagnostic et à la gestion
des Risques Psycho-Sociaux (RPS)



L'équipe pluridisciplinaire apporte à chaque entreprise son expertise dans le domaine des risques psycho-sociaux, coordonnée par le médecin du travail. L'évaluation des risques psycho-sociaux fait partie intégrante du document unique.

Quelques exemples d'accompagnement

- La médiation en entreprise lors d'une situation de conflit.
- L'évaluation et le diagnostic des RPS en plusieurs phases :
 - Repérage et évaluation des RPS au sein de l'entreprise,
 - Mise en place d'une méthodologie d'intervention adaptée à la problématique,
 - Accompagnement à la rédaction d'un plan d'actions de prévention.
- Du conseil et des avis :
 - Accompagnement renforcé via des temps d'échanges dédiés,
 - Lors de situations d'urgences,
 - Individuels ou collectifs,
 - Atelier employeurs sur la santé mentale du dirigeant et dispositif AMAROK.

Animation des sensibilisations en intra ou en inter entreprise

Une palette de sensibilisation sur différentes thématiques est proposée aux entreprises. Les intervenants varient selon les spécialités de chacun et du sujet :

- Document unique / RPS
- Aide à domicile
- Apprentis en centres d'apprentissage
- Bruit
- Chauffeurs poids-lourds
- Risque chimique
- RPS
- Prévention de la désinsertion professionnelle
- Saisonniers
- Prévention de la désinsertion professionnelle
- Travail sur écran dont télétravail
- TMS

Inscription en ligne sur notre site
internet ou demandez conseils à
votre médecin du travail



02 PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

OFFRE
SOCLE

Réalisation de métrologies



L'équipe pluridisciplinaire réalise différentes métrologies pour estimer l'exposition professionnelle au bruit ou à certains agents chimiques sur le poste de travail.

Ces mesurages sont effectués sans accréditation et ne permettent pas d'évaluer le niveau d'exposition. Ils sont réalisés en ambulatoire, capteurs portés par le salarié exposé (et non dans l'ambiance générale d'un atelier).

Le niveau d'éclairement peut aussi être mesuré dans le but d'objectiver certaines conditions de travail.

Pour en savoir plus, demandez conseils auprès de votre médecin du travail

Accès libre à des modules d'E-learning

Notre service propose une plateforme d'e-learning comprenant un ensemble de modules de formation incluant une partie réglementation et une partie mise en application concrète.

Ce dispositif, inclus dans la cotisation, aidera les employeurs dans leurs missions d'évaluation des risques et permettra de sensibiliser les salariés aux risques professionnels.

12 thématiques sont proposées :

1. Le bruit au travail
2. Evaluation des risques professionnels volet salariés
3. Evaluation des risques professionnels volet employeurs
4. Gestes et postures
5. Les risques liés aux produits chimiques
6. Risques psychosociaux (RPS)
7. Le risque routier
8. Horaires atypiques et troubles du sommeil
9. La sous-traitance en sécurité
10. Le vieillissement au travail
11. Santé publique au travail
12. Manutention manuelle

A l'issue de chaque module, une attestation de suivi est délivrée au participant.



03

SUIVI INDIVIDUEL DE L'ETAT DE SANTE

OFFRE
SOCLE

« Conformément à l'article L. 4624-1 du Code du travail, tout salarié bénéficie d'un suivi médical assuré dès l'embauche et poursuivi tout au long de sa carrière. La périodicité de ce suivi individuel est déterminée par le médecin du travail, en tenant compte de l'état de santé du salarié, de son âge et des risques professionnels liés à son poste. »

TOUT SAVOIR SUR LES DIFFERENTES CATEGORIES DE SURVEILLANCE DES SALARIES

La loi a défini trois catégories de salariés :

SI

Ceux qui ne sont pas exposés à des risques particuliers et qui relèvent du suivi individuel dit « simple ».

SIA

Ceux qui, sans être exposés à des risques particuliers, présentent une situation personnelle ou des conditions de travail imposant une adaptation de leur suivi. Ils doivent bénéficier d'un suivi individuel dit « adapté ».

SIR

Ceux dont le poste de travail les expose à des risques particuliers et qui relèvent du suivi individuel renforcé.



LE SAVIEZ-VOUS ?

La déclaration des risques auxquels sont exposés les salariés revient à l'employeur.

Elle est faite lors de l'embauche d'un nouveau salarié et mise à jour chaque début d'année lors de la campagne de déclaration annuelle des effectifs salariés réalisée sur votre espace adhérent.

- Les apprentis bénéficient d'une visite d'information et de prévention (VIP) dans les 2 mois suivant leur affectation au poste de travail.
- Les salariés peuvent être dispensés à l'embauche, selon les cas, d'une visite d'information et de prévention (VIP) ou d'un examen médical d'aptitude (EMA) si des conditions cumulatives sont respectées.
- Le professionnel de santé peut être un infirmier en santé au travail, un collaborateur médecin (en formation sous tutorat d'un médecin du travail) ou le médecin de travail lui-même. Quel que soit son suivi de santé, le salarié peut rencontrer son médecin du travail sur simple demande.

DES RENDEZ-VOUS TOUT AU LONG DU PARCOURS PROFESSIONNEL

Visite à l'embauche

Dite visite d'information et de prévention ou examen médical d'aptitude en fonction du professionnel du santé qui réalise l'acte.



OBJECTIFS

- S'assurer que le salarié qui débute à un nouveau poste n'a pas de problèmes de santé l'empêchant d'effectuer le travail demandé.
- Informer le salarié sur les risques auxquels l'expose son poste de travail & le suivi médical nécessaire.
- Sensibiliser sur les moyens de prévention à mettre en œuvre.



QUI EST CONCERNE ?

Tous les salariés sont concernés. Cette visite est organisée selon des modalités distinctes, en fonction des risques auxquels le salarié sera exposé à son poste de travail. Pour le salarié non exposé à des risques particuliers (au sens du Code du travail, à savoir : amiante, plomb, agents cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, agents biologiques des groupes 3 et 4, rayonnements ionisants, risque hyperbare, risque de chute de hauteur lors des opérations de montage et de démontage d'échafaudages), il s'agit d'une visite d'information et de prévention assurée par une infirmière. Pour le salarié exposé à des risques particuliers (liste ci-dessus), il s'agit d'un examen médical d'aptitude qui enclenche un suivi individuel renforcé.



OBJECTIFS

- S'assurer que le salarié ne présente pas de problèmes de santé le mettant en difficulté pour réaliser le travail demandé,
- Informer le salarié, au regard de la connaissance de son état de santé, sur les risques éventuels auxquels l'expose son poste de travail, et le cas échéant, sur le suivi médical nécessaire,
- Sensibiliser le salarié sur les moyens de prévention à mettre en œuvre,
- Préconiser des aménagements de poste, dans certains cas. Le cas échéant statuer sur un avis d'aptitude ou d'inaptitude.



QUI EST CONCERNE ?

Tous les salariés sont concernés par le suivi périodique de l'état de santé. Ce suivi est organisé selon des modalités distinctes en fonction des risques auxquels le salarié est exposé à son poste de travail.

Suivi périodique de la santé

Cette visite doit être demandée par l'employeur via l'espace adhérent.

Visite à la demande

Cette visite peut être demandée par le salarié, l'employeur ou par le médecin du travail.



OBJECTIFS

- Offrir une possibilité permanente de rencontre avec un professionnel de santé au travail en complément du suivi de l'état de santé périodique.
- Anticiper et prendre en charge de manière précoce, les difficultés rencontrées par le salarié, en lien avec sa santé.
- Proposer un accompagnement personnalisé au salarié.
- Sensibiliser le salarié et l'employeur sur les moyens de prévention à mettre en œuvre.



QUI EST CONCERNE ?

Tous les salariés peuvent bénéficier d'une visite à la demande.

Visite post-exposition



OBJECTIFS

- Assurer une transition du suivi individuel de l'état de santé du salarié entre sa période d'activité et sa retraite.
- Établir une traçabilité et un état des lieux, à date, de certaines expositions aux facteurs de risques professionnels auxquels a été soumis le salarié.
- Mettre en place au moment de la retraite une surveillance médicale en lien avec le médecin traitant et le médecin conseil de la CPAM si les expositions rencontrées au cours de la carrière le requièrent.
- Informer des démarches à effectuer pour bénéficier d'une surveillance post-professionnelle.



QUI EST CONCERNE ?

Des travailleurs bénéficiant ou ayant bénéficié d'un suivi individuel renforcé (SIR), et dont l'exposition à un ou plusieurs risques particulier cesse, du fait d'un changement de poste, d'un départ de l'entreprise ou d'un départ à la retraite.



Les solutions envisagées

- Des aménagements, adaptations ou transformations du poste de travail ou des aménagements du temps de travail, par exemple, des aides individuelles, matérielles, techniques et/ou organisationnelles, des aides humaines ou des formations.
- Un reclassement professionnel interne à l'entreprise si la personne n'est plus en mesure d'occuper son poste.
- Un reclassement professionnel externe si l'entreprise actuelle n'est plus en mesure de proposer un poste adapté.

Chacun d'entre nous peut être confronté à des difficultés au travail du fait de son état de santé ou de sa situation de handicap. Ces difficultés ne sont pas toujours visibles pour l'entourage professionnel et/ou personnel (80 % des handicaps sont invisibles).

L'enjeu du maintien en emploi est de trouver toutes les solutions qui peuvent accompagner une personne confrontée à des difficultés au travail liées à son état de santé ou à son handicap. Le but est de conserver leur emploi dans des conditions compatibles avec leur état de santé et/ou de poursuivre leur carrière professionnelle en écartant la menace de perte d'emploi.



Notre cellule est composée d'une équipe pluridisciplinaire (médecins du travail, infirmières, ergonomes, psychologues, chargées de missions PDP) et possède 2 antennes (Ain et Beaujolais).



LE SAVIEZ-VOUS ?

Employeur, salarié...
Pour bénéficier de ce dispositif, complétez le formulaire en ligne disponible sur notre site internet.



LES DISPOSITIFS CLES

Visite de pré-reprise

Elle est organisée avant la reprise du travail, pour les salariés en arrêt depuis plus de 30 jours. Elle peut être demandée par le salarié, le médecin traitant, le médecin conseil de l'Assurance maladie ou le médecin du travail.



OBJECTIFS

- Anticiper les difficultés de retour au travail, surtout en cas de problème de santé chronique ou invalidant.
- Évaluer la compatibilité entre l'état de santé du salarié et son poste de travail.
- Préparer des aménagements (temps partiel thérapeutique, adaptation de poste, reclassement, formation...).



Rôle dans la prévention de la désinsertion professionnelle

- Évite une rupture brutale avec l'environnement professionnel.
- Permet un retour progressif et sécurisé.
- Favorise le dialogue entre le salarié, l'employeur et les services de santé au travail.
- Préviend les rechutes ou arrêts prolongés.

Visite de reprise

Cette visite est à l'initiative de l'employeur. Elle a lieu le jour de la reprise effective du travail, ou au plus tard dans un délai de huit jours suivant la reprise. Elle est obligatoire après certaines absences, notamment :

- arrêt maladie de plus de 60 jours,
- accident du travail > 30 jours,
- maladie professionnelle (quelle que soit la durée).



OBJECTIFS

- Vérifier la compatibilité de l'état de santé du salarié avec la reprise sur le poste,
- Identifier le besoin éventuel d'aménagements ou de reclassement,
- En dernier recours, déclencher la procédure d'inaptitude si le retour sur le poste est médicalement contre indiqué.



Rôle dans la prévention de la désinsertion professionnelle

- Empêche un retour prématuré ou inadapté,
- Met en œuvre des mesures correctives immédiates,
- Aide à maintenir l'emploi, en évitant tout point de rupture faute d'adaptation.

Rendez-vous de liaison

Le rendez-vous de liaison est un entretien proposé durant un arrêt de travail d'au moins 30 jours (arrêt maladie, accident du travail ou maladie professionnelle). Il peut être proposé soit par l'employeur, soit demandé par le salarié, et il se tient en présence du salarié et de l'employeur, avec la participation facultative d'un membre de l'équipe pluridisciplinaire du service de prévention et de santé au travail.



OBJECTIFS

Maintenir le lien entre le salarié et l'entreprise durant l'arrêt et informer le salarié sur :

- Les dispositifs d'accompagnement,
- Les actions de prévention de la désinsertion,
- La possibilité de bénéficier d'une visite de pré-reprise,
- Les mesures d'aménagement, d'adaptation ou de reclassement.

Rôle dans la prévention de la désinsertion professionnelle

- Permet de recréer du lien entre le salarié et son employeur pendant l'arrêt de travail,
- Permet d'anticiper le retour à l'emploi, même lorsque la date de reprise effective n'est pas encore connue,
- Favorise une meilleure coordination entre tous les acteurs,
- Informe sur les possibilités de reclassement ou de formation si le salarié ne peut plus exercer son ancien poste,
- Encourage une démarche proactive dans l'adaptation du poste ou temps de travail,
- Réduit le risque de rupture dans le parcours professionnel du salarié.



Visite de mi-carrière

Elle est organisée pour les salariés autour de leurs 45 ans, sauf dispositions différentes prévues par accord de branche. Elle peut être réalisée à l'initiative du service de prévention et de santé au travail ou déclenchée à l'occasion d'une autre visite médicale (périodique, de reprise, etc.).



OBJECTIFS

- Faire un point sur la santé du salarié à un moment clé de sa carrière,
- Évaluer les risques d'usure professionnelle,
- Renforcer la prévention de la désinsertion professionnelle à long terme,
- Anticiper d'éventuels besoins d'aménagement ou de reclassement,
- Favoriser le maintien en emploi jusqu'à la retraite.

Rôle dans la prévention de la désinsertion professionnelle

- Permet d'identifier précocement les situations à risque (usure physique, maladies chroniques, contraintes psychosociales...),
- Ouvre un dialogue autour des perspectives d'évolution du poste ou de la carrière,
- Anticipe les adaptations nécessaires du poste de travail (ergonomie, charge, horaires, etc.),
- Facilite l'orientation vers des dispositifs de reconversion ou de formation,
- Renforce la collaboration entre salarié, employeur et service de santé au travail pour sécuriser la suite du parcours professionnel.



Accompagnement social en cas de risque de désinsertion



Dans le cadre de notre engagement en faveur du maintien en emploi, notre cellule PDP s'investit activement dans l'accompagnement des salariés rencontrant des problématiques de santé susceptibles d'altérer leur parcours professionnel, **notamment dans des situations dites complexes.**

À ce titre, nous avons développé un **partenariat étroit avec ACTIS**, service social spécialisé, afin de proposer un accompagnement global. Cette collaboration permet de mobiliser les dispositifs adaptés, et de favoriser le retour ou le maintien en emploi dans des conditions durables et sécurisées.

Les orientations directes par les médecins du travail

- Support aux médecins du travail et aux infirmières de santé au travail en matière de législation en droit du travail, droit de la sécurité sociale et handicap,
- Diagnostic et plan d'action personnalisés au regard du contexte médical, social et professionnel des salariés,
- Information législative et sociale et analyse des conséquences d'une décision administrative (invalidité, inaptitude, AT/MP, maladie...),
- Analyse et stratégie de fin de carrière au regard de l'état de santé et du droit retraite du salarié,
- Accompagnement vers les droits à compensation du handicap,
- Accompagnement vers la reconversion professionnelle (premier niveau d'information),
- Orientation et partenariat avec d'autres institutions si il y a des besoins sur des problématiques sur le domaine personnel (logement, budget ...),
- Lien avec l'employeur en fonction des besoins des salariés.

Les accompagnements au sein de la Cellule PDP (analyse globale de la situation sociale du salarié)

- Liens étroits avec les partenaires de la PDP,
- Appuis techniques à l'équipe,
- Intervention ponctuelle auprès des salariés suivis ou coordination de la situation,
- Action collective de sensibilisation,
- Participation à la mise en place des outils de fonctionnement et de communication de la Cellule PDP,
- Orientation et partenariat avec d'autres institutions s'il y a des besoins sur des problématiques sur le domaine personnel (logement, budget ...).



05

PRESTATIONS POUR LES INDEPENDANTS

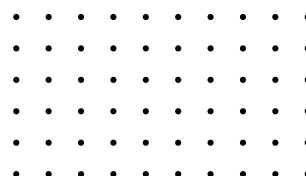
Offre spécifique



Les employeurs non-salariés dont l'entreprise est adhérente à PRESTA Ain & Beaujolais peuvent désormais bénéficier, s'ils le souhaitent, de la même offre socle que leurs salariés suivis tout en prenant en compte les spécificités attachées au travail indépendant.

Cette offre spécifique reprend les 3 axes de l'offre socle :

- Prévention des risques professionnels.
- Suivi individuel de l'État de santé.
- Prévention de la désinsertion professionnelle



LE SAVIEZ-VOUS ?



**Amarok
e-Santé**



Notre service met à la disposition **des dirigeants** un **outil d'autoévaluation de la santé mentale** en partenariat avec l'observatoire Amarok, dirigé par le Professeur Olivier TORRES.

AMAROK E-SANTE vous permet d'évaluer en quelques minutes votre santé globale en 3 étapes :

1. Evaluation de votre santé entrepreneuriale
2. Evaluation de l'épuisement professionnel
3. Prise en charge par des professionnels



siège : 280 avenue San Severo CS 20194
01005 BOURG-EN-BRESSE Cedex



04 28 44 02 00



www.presta-asso.fr